

Peut-on attendre la présidentielle de 2022 ?

C'est maintenant que Macron et son gouvernement...

...veulent **démanteler la SNCF**, en supprimant 9 000 kilomètres de ligne, en livrant les chemins de fer au privé, en brisant le statut des cheminots ;

... **enfoncent des millions de retraités dans les plus grandes difficultés** en diminuant leurs pensions (des centaines d'euros en moins par an !)

... **veulent licencier 120 000 fonctionnaires** sous couvert d'un « plan de départ volontaire » ;

... **encouragent les patrons à supprimer en masse les emplois**, utilisant les facilités ouvertes par les ordonnances contre le Code du travail ;

... **entreprennent une contre-réforme du baccalauréat** qui le transformerait en chiffon de papier sans aucune valeur, interdisant de fait l'accès à l'Université aux enfants de la classe ouvrière ;

... **démantèlent la Sécurité sociale** de 1945 fondée sur les cotisations (salaire différé) et préparent une terrible contre-réforme des retraites ;

... **poussent les hôpitaux à l'explosion**, à coups de suppressions de lit par dizaines de milliers, et poursuivent la liquidation des maternités (dont 70 % ont été fermées depuis quinze ans) ;

... **ferment les classes par milliers** dans les écoles primaires et maternelles (préparant la disparition pure et simple de ces dernières) ;

... **asphyxient les communes et leurs services publics** en les contraignant à signer des contrats avec l'État pour relayer sa politique d'austérité.

C'est maintenant que Macron, aux ordres des banquiers et des capitalistes, veut détruire les piliers essentiels des droits ouvriers, de la démocratie et de la République. Macron s'en vante qui vient de déclarer : « *Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'histoire, d'une effraction.* » Une effraction ? C'est ce qu'on appelle, en langage populaire, « un casse ». Macron, c'est l'homme du « casse » revendiqué de tous les droits, de toutes les conquêtes que des générations de travailleurs ont arrachés par leurs luttes.

Et il faudrait, sagement, comme nous y invitent les « grands dirigeants de la gauche », attendre l'élection présidentielle de 2022 ?

C'est maintenant qu'il faut en finir !
Car c'est maintenant que Macron...

... **vient d'augmenter le budget militaire** à hauteur de 2 % du PIB (295 milliards d'euros sur cinq ans) exigés par Trump et l'Otan pour entraîner la France toujours davantage dans des guerres d'agression et d'occupation contre les peuples du monde entier ;

... **veut instaurer un service national** obligatoire pour exploiter la jeune génération (main-d'œuvre gratuite de substitution aux emplois publics et associatifs) et même l'engager dans des conflits meurtriers ;

... **aggrave la traque des migrants** chassés de leurs pays par les interventions et le pillage des grandes puissances capitalistes.

Et il faudrait attendre 2022 ?

Non, c'est maintenant, c'est tout de suite, qu'il faut arrêter le bras destructeur de ce gouvernement, zélé serviteur des plans de l'Union européenne et de la Banque centrale européenne !

C'est maintenant que Macron doit être chassé, et avec lui son gouvernement et sa politique !

C'est un fait : « en bas », dans tout le pays, pas un jour ne passe sans que des grèves et des manifestations se dressent, par centaines, contre les fermetures de classe dans les écoles, contre les fermetures de lit et de services dans les hôpitaux, contre les licenciements, contre l'asphyxie des petits paysans...

C'est un fait, « en haut », les dirigeants des organisations ouvrières persistent à participer aux « concertations » et autres « dialogues sociaux » par lesquels le gouvernement veut les associer aux contre-réformes destructrices.

Continuer ainsi, ce serait laisser les mains libres à Macron qui est prêt à tout détruire.

C'est un fait : que les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier et démocratique rompent avec le gouvernement Macron et les institutions de la V^e République, qu'elles appellent à la mobilisation unie pour bloquer le gouvernement Macron, des millions descendront dans la rue, et Macron devra reculer !

Le POID n'a pas d'intérêts distincts de ceux de tous les travailleurs. C'est pourquoi il soutient l'appel lancé par le Mouvement pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République à **une manifestation nationale le 13 mai, à Paris, pour l'unité pour chasser Macron, son gouvernement, sa politique.**

Le POID se fixe d'aider à la constitution d'un gouvernement au seul service des travailleurs. Un gouvernement qui inscrit dans son programme le retour à un Code du travail qui protège les droits ouvriers, l'interdiction des plans de licenciement, le retour à des hôpitaux qui soignent, le retour à la Sécurité sociale de 1945 qui protège contre les aléas de la vie, le retour à une école qui instruit, à des services publics qui répondent aux besoins de la population, aux monopoles d'État de la SNCF, de La Poste, d'EDF-GDF, un gouvernement qui engage un programme massif de construction de logements à bon marché ...

Le POID se prononce pour un gouvernement qui, dans ce but, n'hésite pas à rompre avec le carcan des traités européens, et notamment les critères de Maastricht et le « pacte de stabilité-pacte d'austérité » qui en découle. Le POID se prononce pour l'Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple, balayant les institutions antidémocratiques de la V^e République, instaurera une authentique démocratie dont il définira lui-même la forme et le contenu.

Cette position, le POID n'en fait pas une condition pour l'action commune.

Car il y a un préalable à tout : Macron doit partir, maintenant, tout de suite !

Unité pour chasser Macron !

Le bureau national du POID
Paris, le 17 février 2018

Adopté à l'unanimité

Je prends contact avec le POID.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr

ou à POID c/o La Tribune des travailleurs, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.